

Unité Interdépartementale 39-71
1 rue Georges Feydeau
71100 Chalon-sur-saône

Chalon-sur-saône, le 02/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ESKA

Route nationale 13
39700 Évans

Références : CP/MV/2024/C_196
Code AIOT : 0005902063

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/09/2024 dans l'établissement ESKA implanté Route nationale 13 39700 Évans. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 11 septembre 2024 s'inscrit dans le cadre du suivi des actions mises en œuvre par l'exploitant pour satisfaire aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 28 avril 2023 le mettant en demeure de respecter l'article 4 ter de l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines en provenance d'installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ESKA
- Route nationale 13 39700 Évans

- Code AIOT : 0005902063
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site d'Evans est spécialisé dans le tri, transit, regroupement de déchets principalement métalliques. Il dispose d'un agrément VHU pour l'entreposage, la dépollution et le démontage de véhicules hors d'usage.

Courant 2022, l'ancien exploitant, GDE, a cédé ce site à l'entreprise ESKA qui appartient au groupe DERICHBOURG.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Respect de la mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 28/04/2023, article 1	Sans objet
2	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 20/07/2007, article 4.2.1	Sans objet
3	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 20/07/2007, article 4.2.4	Sans objet
4	Rétention des eaux d'incendie	Arrêté Préfectoral du 20/07/2007, article 7.4.6	Sans objet
5	Entretien des installations de traitement des eaux	Arrêté Ministériel du 23/12/0012, article 27	Sans objet
6	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Sans objet
7	Maitrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la précédente inspection, il avait été constaté que les eaux pluviales de ruissellement susceptibles d'entraîner des substances polluantes étaient collectées au point bas du site, transitaient par un débourbeur et un séparateur d'hydrocarbures avant d'être infiltrées dans un puits perdu sans confinement et contrôle préalable de leur qualité, ce qui était contraire aux dispositions de l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines en provenance d'installations classées. L'exploitant a été mis en demeure de remédier à cette situation.

L'inspection du 11 septembre 2024 a permis de constater que les travaux de mise en conformité étaient en voie de finalisation.

Le bassin béton de 60 m³ a été coulé et son étanchéité testée, un réseau a été créé pour diriger les eaux pluviales de voirie du secteur est vers le secteur ouest afin de rejoindre le bassin et être traitées avant infiltration comme les eaux de ruissellement de la plateforme de stockage.

Les travaux devaient s'achever fin octobre 2024 selon le planning prévisionnel des travaux présenté par l'exploitant.

Le 16 décembre 2024, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées de l'achèvement

des travaux et lui a adressé plusieurs documents justificatifs, notamment le plan de récolement des réseaux et le mode opératoire de gestion des eaux pluviales indiquant notamment la conduite à tenir en cas de fortes précipitations et d'incendie.

L'inspection considère que l'exploitant a satisfait à l'arrêté de mise en demeure du 28 avril 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect de la mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 28/04/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux pluviales
Prescription contrôlée : La société ESKA exploitant un centre de réception et de tri de métaux, papiers, cartons et déchets industriels banals situé route national 13 à Evans est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes, sous un délai de 1 an à compter de la date de notification du présent arrêté : <u>Article 4 ter de l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 :</u> <ul style="list-style-type: none">• soit en assurant, avant rejet, le confinement et le contrôle de la qualité des eaux pluviales de ruissellement des aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméables susceptibles de présenter un risque particulier d'entraînement de substances relevant de l'annexe de l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 ;• soit en mettant fin au rejet des eaux pluviales de ruissellement des aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméables susceptibles de présenter un risque particulier d'entraînement de substances relevant de l'annexe de l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 dans les eaux souterraines.
Constats : Rappel Lors de la précédente inspection, il avait été constaté que les eaux pluviales de ruissellement susceptibles d'entraîner des substances polluantes étaient collectées au point bas du site, transitaient par un débourbeur et un séparateur d'hydrocarbures avant d'être infiltrées dans un puits perdu sans confinement et contrôle préalable de leur qualité, ce qui était contraire aux dispositions de l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines en provenance d'installations classées. L'exploitant a été mis en demeure de remédier à cette situation. A la suite de cette visite, il a informé l'inspection de son projet de création d'un bassin de confinement du premier flot des eaux pluviales avant de satisfaire aux dispositions de l'article 4 ter de l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990. Il a confié la maîtrise d'œuvre à une entreprise spécialisée qui a transmis un avant-projet sommaire des travaux à l'inspection des installations classées en juillet 2023. Ce document comportait notamment un calcul de dimensionnement du bassin. Constat

L'inspection du 11 septembre 2024 a permis de constater que les travaux de mise en conformité étaient en voie de finalisation.

Le bassin béton de 60 m³ a été coulé et son étanchéité testée, un réseau a été créé pour diriger les eaux pluviales de voirie du secteur est vers le secteur ouest afin de rejoindre le bassin et être traitées avant infiltration comme les eaux de ruissellement de la plateforme de stockage.

Les travaux devaient s'achever fin octobre 2024 selon le planning prévisionnel des travaux présenté par l'exploitant.

Le 16 décembre 2024, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées de l'achèvement des travaux et lui a adressé plusieurs documents techniques :

- photographies,
- procès-verbal du contrôle d'étanchéité,
- fiches techniques du dégrilleur, du décanteur/séparateur d'hydrocarbures (DSH), des vannes guillotines de sectionnement,
- le mode opératoire de gestion des eaux pluviales indiquant notamment la conduite à tenir en cas de fortes précipitations et d'incendie,
- le plan de récolement des réseaux.

L'exploitant a indiqué que le procès-verbal de réception des travaux sera établi en janvier 2025.

En cas de fortes pluies survenant après une période sèche (situation propice à l'entraînement de polluants) il est prévu de fermer la vanne d'isolement du site et de faire re-circuler les eaux pluviales 3 fois dans le dispositif de pré-traitement avant rejet.

L'exploitant a modifié la gestion des eaux pluviales de ruissellement du site de manière à se conformer aux dispositions de l'article 4 ter de l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990.

L'inspection considère que l'exploitant a satisfait à l'arrêté de mise en demeure du 28 avril 2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant communiquera le procès-verbal de réception des travaux.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2007, article 4.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des effluents liquides

Prescription contrôlée :

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution

<p>alimentaire,...),</p> <ul style="list-style-type: none"> - les secteurs collectés et les réseaux associés, - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...), - les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<p>Constats :</p> <p>Dans le cadre de la création du bassin de confinement du premier flot des eaux pluviales de ruissellement des aires de stockage et de manipulation des déchets, l'exploitant a apporté des modifications aux réseaux de collecte des eaux du site (voir fiche de constat n°1).</p> <p>Les travaux n'étant pas totalement achevés le jour de la visite, l'exploitant a produit un plan d'exécution. Le réseau de distribution de l'eau d'alimentation n'y apparaissait pas. L'exploitant a indiqué qu'il figurait sur un plan distinct (non consulté).</p> <p>Le plan des réseaux actualisé et daté a été communiqué à l'inspection à la fin des travaux. Bien que mentionné dans le cartouche, le réseau de distribution de l'eau d'alimentation n'apparaît pas sur ce plan, hormis le compteur et le disconnecteur.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'adresser le plan du réseau de distribution de l'eau d'alimentation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Isolement avec les milieux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2007, article 4.2.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des effluents liquides</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>
<p>Constats :</p> <p>Avant les travaux, le site disposait déjà d'un système permettant d'isoler le secteur ouest (zone d'entreposage et de traitement des déchets métaux et VHU) des réseaux du site par rapport au milieu extérieur.</p> <p>L'obligation de confiner le site a bien été pris en compte dans le cadre de la création du bassin de confinement des premiers flots des eaux pluviales de ruissellement. Une vanne de sectionnement de type guillotine, actionnable manuellement, a été mise en place à la sortie du nouveau DSH.</p> <p>Le réseau côté est (entrée du site, bureau, parking) n'était pas muni de vanne de sectionnement. Les études réalisées dans le cadre du projet de travaux ont confirmé qu'une partie des eaux</p>

<p>d'incendie pouvait rejoindre cette branche du réseau en cas d'incendie du bâtiment de stockage. Aussi, un réseau nouveau permettant de ramener les eaux pluviales de ce secteur vers le dispositif de confinement situ côté ouest à été créé. Dorénavant, seules les eaux pluviales de l'entrée du site rejoignent l'exutoire situé à l'est.</p> <p>Une consigne (mode opératoire) précise les modalités d'entretien des ouvrages (fréquence de curage des bassins, des réseaux et du DSH) et la conduite à tenir en cas d'incendie.</p> <p>La prescription est respectée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Voir si possibilité de faire un test du nouveau système.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Rétention des eaux d'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2007, article 7.4.6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des effluents liquides</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit pouvoir contenir sur son site l'équivalent de 250 m³ d'eau d'extinction d'un éventuel incendie. Ces eaux devront être pompées et éliminées comme un déchet.</p>
<p>Constats :</p> <p>En cas d'incendie, les eaux d'extinction s'accrèteraient dans la partie basse du site située à l'ouest et dans le nouveau bassin.</p> <p>Sur la base d'un relevé topographique réalisé dans le cadre de l'étude sur les réseaux d'eaux pluviales, l'exploitant a actualisé le calcul du volume disponible pour le confinement qui serait de 285 m³ pour les eaux retenues en partie basse auxquels s'ajoutent le 60 m³ du bassin. La zone d'accumulation des eaux confinées est matérialisée sur le plan des réseaux du site.</p> <p>Plan annexé au point de contrôle.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Entretien des installations de traitement des eaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/0012, article 27</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux et des milieux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les aires d'entreposage, les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et</p>

traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat (débourbeur-déshuileur) permettant de traiter les polluants en présence.

Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées

Constats :

Dans le cadre des travaux mentionnés dans les fiches de constats précédentes, l'exploitant a séparé les eaux pluviales non souillées (toiture et entrée du site) des eaux de ruissellement susceptibles d'être polluées.

Chacun des deux exutoires des eaux pluviales est équipé d'un DSH. Celui traitant les eaux de ruissellement polluées a été changé. La documentation technique de cet ouvrage indique qu'il est conforme à la norme NF EN 852-2 (Installations de séparation de liquides légers (par exemple hydrocarbures) - Partie 2 : choix des tailles nominales, installation, service et entretien).

L'exploitant a conclu un contrat pluriannuel avec une société spécialisée dans l'assainissement située à Besançon. Il prévoit dorénavant deux opérations de nettoyage par an.

La consultation de la fiche émise lors de la dernière prestation de février 2024 indique que les 2 ouvrages ont été nettoyés et curés.

La consultation de Trackdéchets indique que 20 tonnes de déchets (eau mélangée à des hydrocarbures provenant de séparateurs eau/hydrocarbures : code 13 05 07*) ont été collectés transportés vers l'éliminateur final à Dijon le 08/02/2024.

Par ailleurs, il a pu être vérifié sur Trackdéchets que 19 tonnes de déchets générés lors du démantèlement de l'ancien DSH dans le cadre des travaux sur les réseaux (mélanges de déchets provenant de dessableurs et de séparateurs eau/hydrocarbures : code 13 05 08*) ont été évacués en centre de traitement le 04/10/2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Plan de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la

<p>détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ; - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ; - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ; - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ; - le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ; - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; - le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ; - le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté son plan de défense contre l'incendie (PSI, version 1 du 01/07/2024). Il a précisé qu'une version 2 était en cours de rédaction (modifications mineures) Il est en effet constaté que la photographie de la vanne de sectionnement est celle de l'ancien système. L'examen de ce document permet de constater qu'il comporte l'ensemble des informations requises.</p> <p>L'exploitant confirmera avoir adressé le nouveau PSI au service d'incendie et de secours.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Maitrise des sinistres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des</p>

personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.

Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.

Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.

Constats :

Le dernier exercice de défense contre l'incendie a été réalisé le 11 avril 2024.

Le compte-rendu (Fiche causerie Sécurité FPR.0104) précise le contenu de l'exercice et les actions correctives éventuelles à prévoir. Il comporte un reportage photographique et est signé par les participants.

L'exercice d'avril 2024 comportait la mise en œuvre de moyen d'extinction (RIA et cuve d'eau), la manipulation de la vanne de confinement (ancien dispositif) et l'évacuation du personnel.

Le CR de cet exercice recommande :

- la réalisation d'exercices avec manipulation des moyens d'extinction à fréquence semestrielle a minima,
- l'inspection et le test du système de confinement tous les mois.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Envoyer le compte-rendu de l'exercice.

Type de suites proposées : Sans suite